

Trump signe la loi en faveur de Hong Kong, Pékin enrage

jeudi 28 novembre 2019, par [AFP](#), [L'OBS](#) (Date de rédaction antérieure : 28 novembre 2019).

Sommaire

- [Un consensus international en](#)
- [Un mouvement plus apaisé](#)
- [Ouïgours, Hong Kong : Pékin](#)

Les militants pro-démocratie hongkongais se sont félicités, affirmant que cette loi contribuerait à l'établissement d'un consensus international en faveur de leur mouvement.

Pékin a réagi avec colère jeudi 28 novembre à la promulgation par le président américain Donald Trump d'une loi soutenant les manifestations pro-démocratie à Hong Kong, qualifiant ce texte « *d'abomination absolue* » et menaçant Washington de représailles.

Pour la deuxième fois en l'espace de quatre jours, l'ambassadeur des Etats-Unis à Pékin, Terry Branstad, a été convoqué au ministère chinois des Affaires étrangères, qui a appelé Washington à « *ne pas mettre en œuvre* » le texte incriminé.

La résolution, approuvée la semaine dernière par le Congrès et promulguée mercredi 27 par Donald Trump, « *dissimule de sinistres intentions* », avait auparavant dénoncé la diplomatie chinoise dans un communiqué, évoquant des « *représailles* », sans préciser lesquelles. Le régime communiste a accusé le texte de « *soutenir effrontément les actes commis contre d'innocents citoyens qui ont été frappés, blessés et brûlés [...] par des criminels violents* ».

De son côté, un responsable du gouvernement hongkongais a estimé que cette résolution s'immiscit « *manifestement dans les affaires intérieures de Hong Kong* » et envoyait « *un mauvais message aux manifestants* ».

Un consensus international en faveur des manifestants ?

Donald Trump a promulgué mercredi 27 « la loi de 2019 sur les droits de l'Homme et la démocratie à Hong Kong » après avoir longuement hésité, craignant de se mettre à dos les autorités chinoises, avec qui il cherche à sceller un accord commercial depuis des mois.

Cette résolution, qui menace de suspendre le statut économique spécial accordé par Washington à l'ancienne colonie britannique si les droits des manifestants ne sont pas respectés, avait été approuvée une semaine plus tôt à une écrasante majorité par le Congrès.

Des sénateurs des deux bords ont immédiatement salué la décision du chef de la première puissance mondiale.

Les militants pro-démocratie hongkongais se sont également félicités, affirmant qu'elle contribuerait à l'établissement d'un consensus international en faveur de leur mouvement.

Le Congrès a également approuvé une mesure interdisant la vente à la police hongkongaise de matériel destiné à réprimer les manifestations.

Une résolution également promulguée par Donald Trump.

Sur le front commercial, la question est de savoir si cette décision va mettre en péril les tractations délicates menées par Washington et Pékin. Les deux premières puissances mondiales se livrent depuis l'an dernier une guerre commerciale à coup de hausses de droits de douane.

Un mouvement plus apaisé

Hong Kong, territoire semi-autonome chinois, connaît depuis bientôt six mois un mouvement de contestation d'une ampleur inédite depuis sa rétrocession à la Chine en 1997.

Le mouvement a débuté en juin à la suite du rejet d'un projet de loi visant à autoriser les extraditions vers la Chine continentale. Au fil des mois, les manifestations et les actions sont devenues de plus en plus violentes.

Ouïgours, Hong Kong : Pékin choisit la manière forte

Le pouvoir chinois a deux crises internes majeures à gérer, qui sont largement de son propre fait. Au Xinjiang et à Hong Kong, marches de l'empire aux histoires et aux contextes si différents, Pékin se heurte à la même contestation de sa vision centralisatrice et autoritaire ; dans les deux cas, le Parti communiste chinois choisit la manière forte, quel qu'en soit le coût.

Le Xinjiang

Moins connu, moins médiatisé, le Xinjiang fait l'objet d'une tentative d'acculturation forcée que l'on pensait d'un autre âge, et qui, si la Chine n'était pas aussi puissante, susciterait des réactions plus vives à travers le monde.

Le Xinjiang a un parfum colonial évident, même si cette affirmation fait hurler à Pékin où l'« unité » de la nation chinoise est sacrée.

Les Ouïgours, minuscule minorité à l'échelle de la Chine - de 10 à 12 millions d'individus sur 1,4 milliard -, sont encore légèrement majoritaires au Xinjiang malgré l'afflux de « résidents » (colons ?) venus des zones plus pauvres du pays. Musulmans et turcophones, les Ouïgours sont plus proches des peuples d'Asie centrale que des Han des rives du Yangtsé.

Le Xinjiang est plongé dans un cercle vicieux que les puissances coloniales ont vécu à leurs dépens dans leurs empires au XX^e siècle : oppression-résistance-répression-violence...

La Chine, qui ne se vit pas comme une puissance coloniale mais comme une civilisation unique, pense qu'elle réussira à « extirper » la culture du colonisé par la « rééducation » imposée. Jusqu'à 1 million de Ouïgours sont détenus par la force dans des « camps de rééducation » à travers le Xinjiang, afin qu'ils « oublient » leur religion et leur culture, et qu'ils deviennent « patriotes », c'est-à-dire obéissants au Parti.

Cette détention de masse à caractère ethnique est déjà bien documentée par les organisations de défense des droits de l'homme ; le « New York Times » vient d'ajouter au dossier des preuves accablantes : des documents officiels, ayant fait l'objet d'une fuite, révèlent les directives de Pékin ordonnant de traiter « sans pitié » le problème ouïgour.

Hong Kong est évidemment une autre histoire

L'ancien territoire britannique a été rétrocédé à la Chine il y a déjà vingt-deux ans, dans un grand élan d'optimisme. Je me trouvais à Hong Kong ce 1^{er} juillet 1997, et la plupart des Hongkongais

partageaient ce sentiment. Pendant cinquante ans, grâce au principe « un pays, deux systèmes », les Hongkongais devaient conserver leurs libertés, leur système judiciaire, leurs institutions au parfum « British ». D'ici là, pensait-on, la Chine se serait démocratisée...

Mais le durcissement du système chinois et le « grignotage » systématique de cette autonomie ont braqué la première génération ayant grandi sous souveraineté chinoise.

Au point de provoquer la confrontation actuelle, qui aurait pu se terminer rapidement avec un minimum de dialogue, mais qui se trouve piégée dans un engrenage autodestructeur de la violence. Pékin ne sait pas parler aux jeunes Hongkongais, auxquels on ne laisse d'autre choix que de se soumettre.

Ces deux crises sont à la fois « digérables » dans l'immensité chinoise, mais susceptibles aussi de faire de gros dégâts.

- Hong Kong reste une place financière majeure pour la Chine, même si l'importance du territoire a diminué du fait de l'émergence du reste de la Chine ;

- Le Xinjiang a le potentiel de provoquer un rejet de la Chine dans le monde musulman, danger que Pékin a su éviter jusqu'ici.

Surtout, la gestion de ces deux crises conduit à s'interroger sur la réalité d'un pays devenu la deuxième puissance mondiale, et qui aspire à devenir la première. La puissance ne donne pas tous les droits.

La police est entrée jeudi 28 dans l'Université Polytechnique où des centaines de manifestants, assiégés par les forces de l'ordre, s'étaient retranchés pendant onze jours. Depuis, ils semblent avoir quitté le campus.

Dans les jours qui ont précédé les élections locales, qui se sont tenues dimanche 24 avec une victoire écrasante des candidats pro-démocratie, le mouvement de contestation s'est apaisé. Il n'y pas eu depuis d'importantes manifestations.

P.-S.

<https://www.nouvelobs.com/monde/20191128.OBS21663/trump-signe-la-loi-en-faveur-de-hong-kong-pek-enrage.html>